

Plus de 100 blessés après une nuit de répression

## Le pouvoir libanais répond à la rue par la violence



Affrontement  
s entr  
e  
manif  
estant  
s et  
police  
rs à  
Beyrouth. ©  
D. R.

**La répression violente contre les manifestants est intervenue à la veille de consultations parlementaires pour désigner un nouveau Premier ministre.**

Plus d'une centaine de blessés ont été dénombrés hier au Liban après une nuit de violence ayant plongé la capitale, Beyrouth, dans un climat insurrectionnel. Jusque tard dans la nuit de samedi, les services hospitaliers continuaient à évacuer des manifestants, parfois grièvement blessés, après que la police antiémeute eut chargé les protestataires rassemblés au centre-ville.

Selon des témoins cités par des médias locaux, la police antiémeute a fait usage de balles en caoutchouc contre les protestataires. C'est la pire journée de violence vécue au Liban depuis le début du mouvement de contestation populaire, le 17 octobre dernier, dirigé contre la classe politique au pouvoir.

Un bilan provisoire, fourni par la défense civile et la Croix-Rouge, a fait état d'une centaine de personnes blessées et hospitalisées. Les forces de sécurité ont affirmé de leur côté que vingt agents ont été blessés. Hier au matin, la tension était encore palpable dans la capitale qui ressemblait à un champ de bataille.

Selon la presse libanaise, tout a commencé quand les manifestants ont voulu forcer un barrage militaire dressé sur une avenue menant au Parlement. Les protestataires ont voulu organiser un rassemblement devant l'hémicycle pour dénoncer les dirigeants politiques, notamment le président du Parlement, Nabih Berry, et le Premier ministre sortant Saad Hariri. "Une pluie de bombes lacrymogènes s'est abattue sur nous.

Nous avons entendu des tirs de balles en caoutchouc. Certains ont été touchés au visage”, a raconté un manifestant, cité par des médias locaux selon lesquels les affrontements ont duré jusqu’à l’aube. Des dizaines de personnes ont été également arrêtées, selon la presse libanaise.

Ces violences ont eu lieu à la veille de consultations parlementaires pour désigner un nouveau Premier ministre. Ce poste est resté vacant depuis la démission de Saad Hariri, le 29 octobre. Ces dernières semaines, Hariri restait l’unique candidat pour succéder à lui-même alors que les manifestants se disent décidés à empêcher son retour.

Ils exigent la nomination d’une personnalité “indépendante”, qui ne fasse pas partie de la classe politique traditionnelle. Mais si Hariri est choisi quand même, rien ne dit qu’il parviendra à former rapidement un gouvernement. Les principaux partis du pays n’ayant pas réussi à s’entendre sur la formation du nouveau cabinet alors que le pays connaît l’une de ses pires crises économiques.

La pression sur la classe politique dirigeante vient également de l’extérieur. Hier, le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian a affirmé que “les responsables politiques libanais doivent se secouer et mettre fin à la crise qui paralyse le pays sur fond de contestation populaire antisystème”, a-t-il déclaré. “Le pays est dans une situation dramatique”, a-t-il ajouté.

**Karim Benamar**